

BULLETIN

RETRAITE.E.S

FSU 61

Septembre 2017
N°8

SFRD-FSU 61
Espace associatif
La Pyramide
2, avenue de Basingstoke
61000 Alençon

Courriel:
fsu61@fsu.fr

Site départemental:
sd61.fsu.fr

Section Fédérale Départementale des Retraités.e.s de la FSU 61

Cet été ne nous a pas épargné-es : attentats, re-
lents xénophobes aux États Unis faisant malheu-
reusement échos aussi en Europe, détresse des
migrants, mesures fragilisant toujours les mêmes
telle la suppression de l'APL...

Et puis, bien sûr, les préoccupations du quotidien
pour chacun-e d'entre nous : emploi, pouvoir d'a-
chat, retraite...

Pour les fonctionnaires le retour est particuliè-
rement brutal : gel du point d'indice, prévision de 120
000 suppressions d'emplois, journée de carence,
augmentation de la CSG sans pour l'instant de
compensation ...

La rentrée scolaire ne se présente guère sous un
jour plus souriant, quid des contrats aidés dans les
établissements par exemple...

**Alors, nous n'avons pas le choix, il nous faut
prendre les choses en main ensemble : pour
nos métiers, pour nos conditions de travail et
de vie, pour la reconnaissance de notre travail
et de nos rémunérations, pour promouvoir des
services publics de qualité si utiles à la société,
pour offrir un avenir à tous les jeunes, pour la
défense de nos pensions et retraites...**

**Pour les mois qui viennent, des mobilisations
réussies seront nécessaires, cela dépend de
nous...**

*Donnons-nous déjà un premier moyen d'action
collective, syndiquons-nous.*

**Après la journée
d'actions du 12
septembre contre la
casse du Code du
travail à l'appel de la
CGT, de la FSU, de
Solidaires, de FO...
les organisations
de retraités.e.s
appellent à une
journée
d'actions et de
manifestation le
jeudi 28
septembre.**

Nous y reviendrons dans no-
tre prochain Bulletin.

**Manifestation
départementale
avec un rassemble-
ment devant
la préfecture
à 10 h à Alençon.**

Rentrée sociale :

préserver notre modèle social

La rentrée remet sur le devant de la scène les préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de pouvoir d'achat, de santé, de logement, de retraite...Et les annonces et décisions prises par le gouvernement durant l'été sont guidées par l'austérité mettant ainsi à mal les solidarités, s'attaquant brutalement aux droits sociaux : nouvelle réduction des dépenses publiques, suppressions de contrats aidés, baisse des APL, multiplication inacceptable de mesures concernant les agents publics, réforme du Code du travail sans réel débat démocratique...

La rentrée scolaire ne se présente pas non plus sous de meilleurs auspices : entre le devenir des personnes en contrats aidés et leurs missions laissées vacantes, un discours rétrograde du Ministre sur l'éducation, comme par exemple sur la lecture, des décisions précipitées qui s'appliquent à moyens constants, par redéploiement, et risquent d'accentuer les inégalités sur le territoire...Pour la FSU, il est impératif de mettre en œuvre un projet éducatif ayant pour objectif la réussite de tous les jeunes de l'école maternelle à l'enseignement supérieur. Il est pour cela urgent de conforter le service public d'éducation.

En ce qui concerne le projet d'ordonnances sur le Code du travail, la FSU partage les inquiétudes et préoccupations des organisations qui condamnent les remises en cause des droits sociaux des salariés que cette réforme génère sous couvert de flexibilité et d'adaptabilité du marché du travail. Elle s'associe à l'indignation des salariés du secteur privé en lutte pour obtenir un code du travail protecteur et des créations d'emplois de qualité. Elle appelle à participer aux mobilisations engagées le 12 septembre prochain selon des modalités choisies localement et dépose pour cela un préavis de grève.

Le gouvernement poursuit une politique libérale lourde de conséquences pour les salariés du privé comme du public ainsi que pour les retraités et remettant en cause notre modèle social.

Pour les agents de la Fonction publique, la période est particulièrement brutale : gel du point d'indice, prévision de 120 000 suppressions d'emplois (dont 70 000 dans la seule FPT), rétablissement de la journée de carence, augmentation de la CSG sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat et toujours avec la menace d'une possible remise en cause du calendrier des mesures PPCR - ce qui constituerait une trahison des engagements de l'État et du dialogue social - baisse des dotations aux collectivités locales.

C'est pourquoi la Fsu propose à l'ensemble des fédérations de fonctionnaires la construction d'une journée d'action au mois d'octobre, la plus unitaire possible, afin d'exprimer le désaccord des agents avec ces mesures, en exiger la réorientation et porter les revendications pour les personnels.

Soutien

aux Antilles

Solidarité laïque et ses organisations membres, dont le SNUipp-FSU, se mobilisent pour venir en aide aux victimes de l'ouragan Irma qui a dévasté la Guadeloupe.

Après le passage dévastateur de l'ouragan Irma sur les Antilles, touchant plus particulièrement les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, Solidarité laïque et ses organisations membres, dont le SNUipp, sont mobilisées pour venir en aide aux populations affectées. Car de fait, le bilan s'avère très lourd et les dégâts matériels considérables, de nombreux insulaires ayant tout perdu.

La campagne d'appel à dons lancée par *Solidarité laïque* permettra d'apporter une aide d'urgence aux familles sinistrées et de contribuer au retour à la normale le plus rapide possible dans les structures éducatives, écoles et foyers d'enfants. Une aide qui sera assurée sur place par les structures locales des organisations membres de l'ONG, dont le SNUipp de la Guadeloupe.



FONCTION PUBLIQUE

La FSU demande un Grenelle de l'Action publique

La FSU a écouté avec la plus grande attention les discours du Président de la République et du Premier ministre devant le Congrès et l'Assemblée nationale. Parmi les différents sujets évoqués, il en est un qui ressort comme un leitmotiv de l'action à venir du gouvernement : la baisse des dépenses publiques avec comme corollaire une remise en cause des missions actuelles de l'État et des collectivités locales.

Dans son discours, largement inspiré par l'audit de la Cour des comptes, le Premier ministre est resté dans le flou quant aux montants des différentes mesures envisagées.

La FSU s'inscrit en faux contre l'idée selon laquelle la dépense publique serait « une addiction française » dont il conviendrait de se désintoxiquer. La France n'est pas « malade » de ses services publics, bien au contraire. Faut-il rappeler qu'aux dires de tous les observateurs internationaux, elle a surmonté une partie de la crise sociale et économique grâce à eux ? De l'attitude exemplaire et du service rendu par les agents publics au moment des attentats ?

Il convient donc de changer de paradigme : l'action publique ne peut pas être réduite au moins d'État, au moins d'investissement par les collectivités mais doit être interrogée du point de vue des conditions d'adaptabilité de la puissance publique pour répondre aux nouveaux enjeux et défis à relever par notre société.

Qu'il s'agisse d'Éducation, de santé, de transport, de logement...et de bien d'autres dépenses publiques il s'agit là d'investissements qui participent à la création des richesses dans notre pays, à son rayonnement, et non dans un gaspillage qu'il conviendrait sans cesse de dénoncer. Et il est nécessaire de continuer d'agir pour garantir la justice sociale, l'égalité d'accès aux droits, la cohésion des territoires, y

compris ceux d'outre-mer, et pour relever les défis économiques, sociaux, écologiques et technologiques...

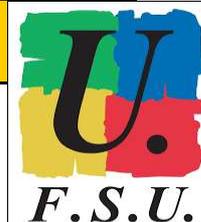
FSU alerte sur les conséquences des projets gouvernementaux avec de nouvelles dégradations dans l'accès aux droits fondamentaux des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Comment afficher des objectifs de formation en annonçant la suppression de 120 000 postes dans la Fonction publique ? Comment réaliser l'égalité sur le territoire en s'attaquant en premier lieu à la fonction publique territoriale, en y supprimant 70 000 postes ? Les services sont aujourd'hui exsangues et les agents soumis à des dégradations de leurs conditions de travail les empêchant parfois de mener leurs missions au mieux pour les usagers.

La FSU alerte également sur les conséquences néfastes des mesures d'austérité salariale envisagées pour plus de cinq millions d'agents de la Fonction publique. Les agents viennent de subir six années de gel avec une perte importante de leur pouvoir d'achat. Il faut aujourd'hui poursuivre dans la première revalorisation engagée en 2016.

L'action politique programmée par le gouvernement pour l'action publique à venir relève donc d'un enjeu majeur. Elle nécessite un débat qui va bien au-delà de la seule Conférence des territoires ou des États généraux des comptes de la Nation. Pour la FSU, rénover le modèle social nécessite de s'entendre sur les besoins auxquels l'État et les Collectivités locales doivent répondre, sur les défis qui nécessitent leurs interventions, sur les manières d'y parvenir et sur les moyens qui doivent y être affectés. Pour la FSU, il s'agit de conforter le rôle de la fonction publique. C'est pourquoi, la FSU demande au gouvernement d'organiser un « Grenelle de l'action publique ». Celui-ci pourrait se décliner selon 3 axes :

- les missions dévolues à la Fonction publique,
 - le rôle assigné aux agents,
 - la programmation budgétaire pour réaliser ces objectifs intégrant la question d'une nécessaire réforme fiscale et la lutte contre la fraude fiscale.



Rentrée scolaire : c'est aussi pour les jeunes migrants !

La FSU s'inquiète des conditions de vie faites aux migrants et des garanties de leurs droits particulièrement en ce qui concerne celui de l'éducation et des poursuites d'études. Elle rappelle qu'aujourd'hui un migrant sur deux est un enfant ou un jeune. En France, en vertu du principe inscrit dans la Convention internationale des droits de l'enfant, rappelé dans le Code de l'Éducation, l'éducation est un droit pour tous les jeunes qui sont sur son territoire.

La FSU est particulièrement attachée à ce droit pour tous les jeunes. C'est un devoir de justice, d'égalité et de liberté pour notre société que de leur offrir la possibilité de se construire un avenir. C'est pourquoi, avec nombre d'organisations syndicales et associations, elle agit avec détermination auprès du ministère de l'Éducation nationale pour que ce droit à l'éducation soit garanti par des scolarisations ou des formations effectives.

La FSU rappelle aussi que l'État ne doit pas empêcher les migrants d'accéder aux démarches élémentaires auxquelles ils-elles ont droit mais qu'il revient à l'État d'héberger et d'accompagner les demandeurs d'asile sans compter sur des associations ou des citoyens pour endosser ce devoir humain. Et bien évidemment encore moins de les poursuivre lorsqu'ils s'en chargent à sa place ! Ainsi, elle dénonce la décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui a condamné Cédric Herrou à 8 mois de prison avec sursis alors qu'il n'a fait qu'apporter son aide à des personnes, parmi lesquelles des enfants, en grande détresse. Elle partage avec lui l'idée qu'il revient bien au « citoyen en démocratie d'agir quand il y a une défaillance de l'État ». La FSU demande l'arrêt des poursuites à son encontre et la suppression du délit de solidarité.

Le gouvernement, avec l'ensemble des pays de l'Union européenne, doit décider et mettre en œuvre des politiques d'accueil dignes pour toutes et tous les migrants, respecter leurs droits et assurer leur sécurité. Il s'agit aussi de ne pas laisser chacun des États seuls face à de telles situations qui concernent l'ensemble des états de l'Union européenne ni de mettre en œuvre ce qui s'apparente à un verrouillage des frontières. C'est là un enjeu majeur pour les démocraties.

En Turquie, des dizaines de milliers de salariés, notamment du secteur public, limogés par des décrets politiques arbitraires depuis juillet

2016, sont en train de sombrer dans la précarité totale : plus de revenus, pas de droits au chômage, plus de droits à la sécurité sociale, impossibilité de retrouver un emploi stable, interdiction de sortir du territoire du fait de l'annulation de leurs passeports. Certains ont mis fin à leurs jours. Certains, qui réclamaient leur réintégration en faisant la grève de la faim, ont été arrêtés et mis en prison.

Parmi ces licenciés, des milliers d'adhérents et militants des confédérations syndicales KESK (public) et DISK (privé), connues pour leurs combats pour les libertés, la paix et la démocratie.

Nous vous appelons à participer à la collecte de solidarité financière pour les soutenir dans leur lutte pour la réintégration.

Collecte organisée par :
CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Concert solidaire

SAMEDI 16 SEPTEMBRE 2017

Espace public : où sont passés les enfants ?

Le déclin de la présence des enfants dans l'espace public n'est pas récent. Un sociologue en explique les raisons et montre comment l'autonomie des enfants tend à s'effacer devant l'anxiété parentale.

Où sont-ils les enfants qui autrefois faisaient des tours de quartier à vélo ? Où sont-ils ceux qui jouaient à la corde à sauter, à la marelle et aux billes sur les trottoirs ou au foot dans la rue ? Clément Rivière, sociologue à Sciences-Po, s'est intéressé au déclin de la présence des enfants dans l'espace public vu au prisme des souvenirs des parents d'aujourd'hui. Dans un récent article*, il montre comment l'autonomie des enfants s'est progressivement érodée au fil du temps. C'est la naissance d'un « sentiment de l'enfance » allant de pair avec le développement de la scolarisation qui ramène les enfants vers les espaces privés. Ce mouvement se poursuit ensuite avec les progrès techniques, la distribution d'eau et d'énergie par exemple, et l'apparition des moyens de communication qui rendent « *le fait de rester chez soi plus envisageable* ». Des parents d'aujourd'hui, interrogés par le chercheur, confirment ce sentiment que « *les temps ont changé* ». Ils disent en effet qu'eux-mêmes jouaient davantage dehors, qu'ils utilisaient seuls les transports en commun à un âge où leurs enfants ne les ont pas encore empruntés.

« Une culture de la chambre »

Le sociologue voit trois raisons majeures à cet écart entre générations. D'abord le développement des jeux vidéo, du téléphone portable et d'Internet qui a fait passer les enfants à une « *culture de la chambre* » sans empêcher les relations avec leurs pairs. D'autre part l'essor de l'automobile qui a réduit l'espace public, désormais perçu par les parents comme beaucoup plus hostile aux enfants. Enfin, les parents perçoivent la société comme moins sûre et craignent autant la pédophilie que les violences interpersonnelles plus fréquentes selon eux que dans le passé. L'auteur montre que les parents sont aussi soumis à de nouveaux standards éducatifs où l'enfant tient une place prépondérante dans la famille et que l'autonomie de leurs enfants est finalement dépendante de leur anxiété grandissante.

**Les Annales de la recherche urbaine*, n° 111, 2016, p. 617



Contact: ROUSSELIN Christian

Espace associatif La Pyramide 2, av de Basingstoke 61000 Alençon

Tel: 02.33.26.80.95 Courriel: snu61@snuipp.fr

Prochain Bulletin vers le 25 septembre 2017

Patrick ABRIAL et JYE

20h30

Auditorium ALENCON



Dans une longue lettre au Président de la République, neuf organisations de retraités précisent leurs désaccords et leurs revendications. Une forme d'aide mémoire aboutissant à la mise en place d'une ligne rouge:

"Selon le Conseil d'Orientation des retraites, les retraités contribuent à la création de richesses dont la valorisation économique pourrait représenter jusqu'à l'équivalent de 1,2 % du PIB" .

"Nous souhaitons exprimer notre désaccord sur la proposition consistant à augmenter, pour 60 % de retraités, de 1,7 point la CSG, qui est un impôt, pour compenser les baisses de cotisations salariales."

"Vos propositions entraînent une baisse des pensions pour tous les salariés retraités qui affecterait principalement les femmes puisque celles-ci cotisent moins que les hommes en raison des inégalités de salaires dont elles sont victimes durant leur carrière."

"Nous demandons l'indexation des retraites et pensions sur l'augmentation du salaire annuel moyen et non plus sur l'inflation, ce qui a conduit à accélérer le décrochage du pouvoir d'achat des retraités."

"Nous ne voulons pas d'un système par répartition à cotisations définies (dit système à point) qui s'apparente au système suédois". (Pour rappel, le 1er ministre suédois déclarait en février 2012 que les actifs devraient travailler jusqu'à 75 ans s'ils voulaient bénéficier du même niveau de retraite qu'en 2011)."

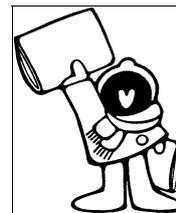
Jeudi 19 octobre
ASSEMBLEE GENERALE D'AUTOMNE
Manoir de Courboyer NOCE
Avec la participation de Gérard Aschiéri
qui interviendra sur la Fonction publique

Pensions: + 0,8% au 1er octobre mais le compte n' y est pas.

Après 4 années de blocage le gouvernement vient d'annoncer une revalorisation de 0,8 % des pensions au 1er octobre 2017. Elle ne représente, en aucune manière, une quelconque augmentation car elle ne fait que compenser l'inflation des seuls 12 derniers mois.

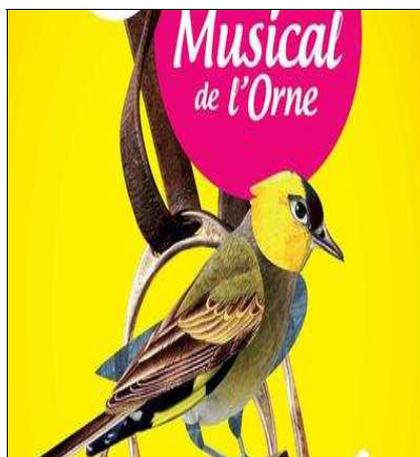
D'autant qu'avec la mise en place de la CASA de 0,3 %, la suppression de la 1/2 part fiscale pour les veuves et veufs, la fiscalisation de la majoration familiale et maintenant l'augmentation de la CSG et la réduction de 5 € par mois de l'APL (Aide Personnalisée au Logement) qui visera notamment les retraités locataires notre pouvoir d'achat est toujours en recul.

**Au profit de la CIMADE, du SECOURS
POPULAIRE, de Solidarité Durable
pour les Réfugiés (SDR)**



ALENÇON
22,23 et 24 septembre

St Cyr la rosière
Jusqu'au 17 septembre



L'Atelier 51 a le plaisir
de vous inviter
au vernissage de l'exposition
"De la plume à l'enclume"

de MORGAN

Sculptures - Dessins

Vendredi 15 septembre

à 18 h 30

Exposition

du Samedi 16 Septembre

au Dimanche 1er octobre

Ouvert du Mercredi

au Dimanche

de 14 h00 à 18 h30

Atelier 51

51, avenue de Général Leclerc
61000 Alençon

ORNE

Du 1er septembre
au 1er octobre

Journée
du patrimoine
16 et 17
septembre

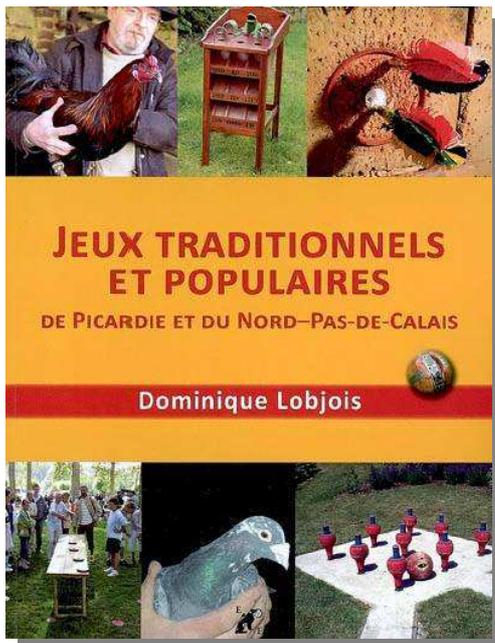
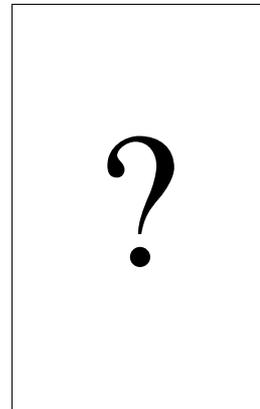
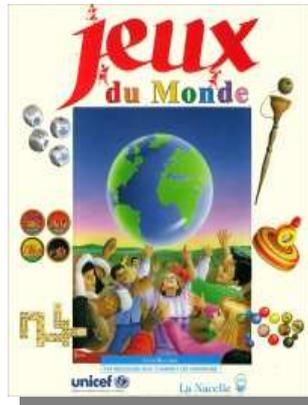
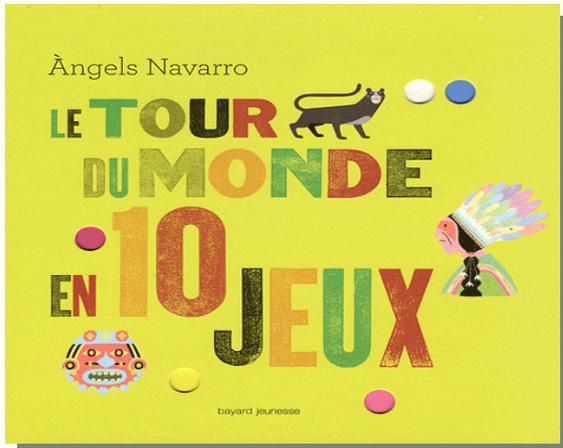


Tarif: 18€

**La salle de l'Auditorium se trouve
dans l'espace du musée d'Alençon.**

ALBUMS

Une sélection de quelques livres sur les jeux et plus particulièrement sur les jeux traditionnels. Vous pourrez « tester » quelques uns de ces jeux lors du Festival des jeux qui se tiendra à Alençon. Le Gobelin farceur, association alençonnaise, en est à l'initiative. D'autres associations, hors ludothèques, existent dans le département (Les amis des jeux à La Ferté-Macé, l'EXR à Argentan qui organise un festival du jeu...).



La maison des jeux à Grenoble propose plusieurs cahiers pour réaliser des jeux.

